



Quatre scénarios pour la Wallonie en 2040

A PARTIR DE L'ÉTUDE PROSPECTIVE :
Pauvreté, précarité et exclusion
socio-économique en Wallonie :
quels futurs possibles ?

Pauvreté, précarité et exclusion socio-économique : QUELS FUTURS POSSIBLES D'ICI À 2040 ?

Une visée stratégique

En 2040, la Wallonie sera la région de nos enfants devenus adultes. Nous rêvons tous de les voir évoluer à l'abri du besoin, dans une société dont les dimensions économique, sociale et culturelle réduiront au minimum le risque de les voir un jour sombrer dans la pauvreté.

Aujourd'hui, en Wallonie, de nombreux citoyens sont confrontés à la pauvreté et à l'exclusion socio-économique, notamment dans le domaine du travail, de la formation, de l'enseignement, de la culture, du logement et de la santé. Une situation fortement liée aux politiques menées en la matière.

Des scénarios illustrant
l'évolution possible
de la Wallonie, pour
alimenter la réflexion
sur les enjeux de
la société actuelle.

Pour tenter de se représenter l'évolution future de la société wallonne en termes d'inégalités économiques, de précarité, de pauvreté, d'exclusion sociale et d'évolution de vie des personnes concernées, l'IWEPS a commandité une étude prospective. Celle-ci a abouti à des scénarios illustrant l'évolution possible de la pauvreté à l'horizon 2040. Le travail a été mené selon une approche participative, avec des experts, des acteurs de terrain, des représentants d'institutions, tous actifs de près ou de loin dans un champ lié à la pauvreté.

Un volume important d'informations quantitatives et qualitatives a été utilisé. Pour réfléchir méthodiquement à l'évolution de la pauvreté, la situation en Wallonie a été envisagée de façon englobante, en tenant compte d'une multiplicité d'aspects de la réalité sociétale (économique, politique, institutionnelle, de terrain, etc.). Concrètement, une série de « variables » ont été sélectionnées comme les plus pertinentes et influentes. Pour chacune, des hypothèses d'évolution ont été posées. En combinant celles-ci, suivant une méthode raisonnée et argumentée, nous avons dégagé quatre scénarios globaux d'évolution. Quatre futurs possibles pour la Wallonie :

- 1/ Une pauvreté généralisée, sauf pour "les plus forts"
- 2/ Des inégalités qui se creusent et une pauvreté surtout rurale
- 3/ Une précarité marginale dans une société inclusive
- 4/ Une pauvreté principalement urbaine, faute de liens communautaires

Bien qu'hypothétiques, ces scénarios offrent un éclairage original sur les enjeux liés à l'évolution de notre société actuelle. La projection de certaines tendances à assez long terme a pour but de bousculer nos modes de raisonnement habituels, pour envisager l'impact des contingences et options d'aujourd'hui sur le devenir de la pauvreté pour la génération suivante. L'étude propose des balises pour alimenter la réflexion stratégique sur les orientations et actions vouées à lutter contre la pauvreté. Nous espérons qu'elle pourra inspirer des politiques publiques et des actions de terrain.

POINT DE DÉPART :

LA SITUATION EN WALLONIE EN 2017



VALEURS



▶ **DANS LE MONDE** : la réussite individuelle
Le gâteau grossit grâce à moi et je m'en taille une part. J'ai des moyens financiers et matériels grâce à mes connaissances, mon courage et ma volonté.



▶ **EN WALLONIE** : l'égalité
Le gâteau est à partager de manière équitable, quelle que soit sa taille. Objectif d'égalité des chances, de santé, de redistribution des revenus et des ressources (avec difficultés d'y parvenir).



SITUATION ÉCONOMIQUE



▶ **ECONOMIE**
Transactions commerciales internationales (biens et services) et peu de régulation (↘ impact sur recettes fiscales).

▶ **CONSOMMATION**
Coût de la vie ↗



MIGRATIONS



▶ Flux migratoires très contrôlés.
▶ Clandestinité.



ACTION PUBLIQUE



▶ Régulation du chômage et (re)mise au travail (orientation, formation...).



WALLONIE



Une pauvreté généralisée, sauf pour « les plus forts »

UNE WALLONIE DE PLUS EN PLUS INDIVIDUALISTE

Nous sommes en 2040. Ces 20 dernières années, la Belgique est progressivement devenue un Etat confédéral. De nombreuses compétences ont été transférées aux Régions, notamment la santé et l'intégration sociale. La Wallonie doit néanmoins faire face à de nouvelles réglementations fédérales, notamment les restrictions en matière d'allocations sociales, de plus en plus limitées dans le temps. Des pans entiers de l'action publique ont été délaissés par les pouvoirs publics, contraignant les citoyens à supporter certaines charges sociales de manière autonome. Ils doivent notamment assurer la prise en charge de leurs aînés, pourtant de plus en plus nombreux dans la population wallonne. Certaines démarches associatives, privées ou citoyennes, développent des actions éducatives ou de soutien aux personnes en difficultés. Néanmoins, par certaines mesures, la Région aide les collectivités locales dans ce travail. En fait, la situation est fort inégale sur l'ensemble du territoire wallon. Elle est plus compliquée loin des centres urbains. Globalement, le manque d'interventions de l'Etat renforce le modèle individualiste qui prévaut de plus en plus, y compris en Wallonie.

EN 2040

SCÉNARIO N° 1



VALEURS



- ▶ Réussite individuelle, basée sur le mérite et les capacités innées.



ACTION PUBLIQUE



- ▶ L'Etat limite ses interventions.
- ▶ Restriction des allocations sociales.
- ▶ Actions de soutien pour les personnes en difficultés via des initiatives locales, associatives, privées ou citoyennes.



LA PAUVRETÉ TOUCHE SURTOUT...

- ▶ Les citoyens moins autonomes, plus fragiles (personnes handicapées, âgées, peu formées...)



SITUATION ÉCONOMIQUE



- ▶ ECONOMIE
Transactions commerciales internationales (biens et services) et très peu de régulation (impact négatif sur recettes fiscales). ↗



- ▶ EMPLOI
Beaucoup d'emplois temporaires et précaires.



- ▶ CONSOMMATION = marqueur social
Coût de la vie ↗



MIGRATIONS



- ▶ Migrations pour causes climatique et de conflits.
- ▶ Fermeture des frontières sans retenue par les pays frontaliers de l'UE.
- ▶ Clandestinité.



SCÉNARIO D'ÉVOLUTION N° 1

► LE POIDS DES ACCIDENTS DE LA VIE

Hugo vit à Liège depuis sa naissance. Il a grandi dans un petit appartement loué par ses parents. A 19 ans, il a décroché son premier emploi dans une usine de pièces automobiles. En 30 ans de métier, il a acquis une belle expérience chez une série d'employeurs, toujours satisfaits de son travail. Il y a deux ans, l'entreprise qui l'employait a connu une grosse restructuration et Hugo s'est retrouvé sans boulot, livré à lui-même, sans réel soutien pour retrouver un emploi. Cette fois, il n'a pas pu rebondir comme les fois précédentes. Sa femme était alors très malade, ses traitements étaient onéreux et elle avait besoin de lui pour les gestes du quotidien. Il s'est retrouvé dans une situation de plus en plus précaire, n'arrivant plus à faire face aux dépenses, surtout à partir du moment où ses allocations de chômage ont cessé. Aujourd'hui veuf et âgé de 51 ans, Hugo vit seul et tente désespérément de s'en sortir.

► DES FORMATIONS IMPAYABLES

Pour chercher un emploi et faire les démarches administratives, il y a plusieurs plateformes web et applications faciles à utiliser, même avec un smartphone assez vieillot comme le sien. Hugo a tenté de faire son CV en format vidéo, mais ce n'est pas aussi soigné que ce que les jeunes d'aujourd'hui peuvent faire. Il est conscient que des formations complémentaires pourraient l'aider à s'en sortir : « Faire un update de mes compétences, je suis pas contre », explique Hugo. « J'ai déjà suivi des tas de formations et je m'en sors bien avec la technologie. Mais, ça change trop vite et les formations en ligne coûtent cher. J'ai pas les moyens, et souvent des soucis avec mon vieil ordinateur qui date de 2030 ! Bien sûr que je sais faire des tas d'autres choses : c'est assez dire que je suis bricoleur, très bon en mécanique évidemment ! Et même, j'ai un bon contact avec les gens... Mais visiblement, ce n'est pas assez pour trouver du travail ».

Je suis pas contre me former,
mais je n'ai pas les moyens.

► UNE SUCCESSION DE PETITS BOULOTS

Malgré son âge, Hugo obtient des petits boulots précaires, comme prestataire pour des plateformes web : livreur, chauffeur, magasinier... Et même Père-Noël dans un supermarché ou modèle pour une société qui crée des hologrammes pour le marketing d'entreprises de nettoyage industriel ! « C'est crevant et cela me permet à peine de payer le loyer, de manger, d'avoir l'électricité et l'accès à internet ; mais c'est tout juste... En plus, mon appartement n'est vraiment pas bien isolé, je chauffe la rue en fait ! Tout le reste, un manteau d'hiver ou des bonnes chaussures, n'en parlons pas... Et je vois bien que les gens me regardent autrement. Un peu comme si je ne comptais plus pour rien... C'est clair que je n'ai même plus vraiment l'apparence qu'il faut pour avoir une chance de redémarrer. »

► PEU D'AIDE SOCIALE ET RESPONSABILISATION DE L'INDIVIDU

S'il ne prend pas ces petits jobs, Hugo risque de perdre ses droits sociaux et de ne plus bénéficier des maigres allocations qu'il touche encore. Résultat : il a très peu de temps pour chercher un emploi qui serait relativement stable, pour prendre part aux tests de sélection en ligne et aux interviews par technologie hologramme. C'est un peu un cercle vicieux. « De ce que dit mon conseiller en intérim, on ne peut plus compter sur les caisses de l'Etat. Il faut prendre ses responsabilités et se débrouiller soi-même ; certains y arrivent. Mais même pour les jeunes, c'est difficile. A part pour ceux qui ont de la chance, de la tchatche, qui ont trois diplômes ou qui sont hyper brillants ! Les autres passent de petit job en petit job : comment voulez-vous qu'ils fassent des projets ? Alors à mon âge... j'veus dis pas ! »

**On ne peut plus compter sur les caisses de l'Etat,
il faut se débrouiller soi-même.**

► UNE VIEILLESSE PRÉCAIRE

A 51 ans, Hugo a en fait arrêté de croire que l'avenir pourrait être meilleur. Il se contente de survivre, au jour le jour. Alors que la société ne cesse de dire aux gens de concrétiser des projets, elle place beaucoup de monde dans l'incapacité d'en avoir le moindre ! Ce soir, Hugo se rendra chez ses parents pour leur préparer le souper. Eux aussi vivent dans une situation difficile ; leur santé est fragile et leur fils doit régulièrement subvenir à leurs besoins. « Moi, je n'ai pas d'enfant... Alors qui m'aidera quand je n'aurai plus la santé pour travailler ? » Hugo est devenu pessimiste, à la limite de la dépression. En théorie, il a encore un paquet d'années d'espérance de vie, mais il ne pense pas faire de vieux jours.

Qui m'aidera quand je ne pourrai plus travailler ?

Des inégalités qui se creusent et une pauvreté surtout rurale

RECONVERSION ÉCONOMIQUE ET SOCIÉTÉ DUALE

Nous sommes en 2040. La Wallonie social-démocrate connaît des tensions face aux politiques européennes et fédérales, aux tendances très libérales. Le gouvernement régional tente d'en atténuer les effets économiques et sociaux. Après de nombreux scandales sanitaires et sociaux, le commerce international est progressivement régulé pour éviter les effets pervers des délocalisations. Mais la mondialisation est à peine ralentie. Les migrations sont encadrées au niveau fédéral pour accueillir principalement des profils qualifiés et améliorer ainsi la compétitivité nationale. Après avoir développé des « pôles d'excellence », la Wallonie bénéficie progressivement d'une reconversion économique. Les secteurs des technologies de pointe, de la robotique, de l'aéronautique, de l'armement et de la pharmacologie ont pris leur envol et créent de la valeur. Les soins et services aux personnes âgées font aussi partie des domaines en plein essor dans une société où les citoyens vivent de plus en plus longtemps. Toutefois, une très large tranche de la population - surtout parmi la moins instruite -, plus isolée de ces pôles de développement, ne profite pas de l'évolution économique et reste sur le carreau. Un clivage net se fait sentir entre gagnants et perdants, et entre ville et campagne.

EN 2040

SCÉNARIO N° 2



VALEURS



- ▶ Coopération sociale : apport individuel au bon fonctionnement de l'ensemble.



ACTION PUBLIQUE



- ▶ Allocations limitées dans le temps
- ▶ Interventions de nature assistancielle.

LA PAUVRETÉ
TOUCHE SURTOUT...

- ▶ Une population refoulée vers les campagnes et des personnes dépourvues d'instruction.



SITUATION ÉCONOMIQUE



- ▶ ECONOMIE
Transactions commerciales internationales ↗ (biens et services), légère régulation.
Investissements régionaux (logement et mobilité).



- ▶ EMPLOI
Chômage élevé et peu d'emplois de qualité.
Développement métiers techniques, nouvelles technologies et soins aux personnes âgées.



- ▶ CONSOMMATION
Consommation collective et tenant compte des enjeux environnementaux et culturels.



MIGRATIONS



- ▶ Sélection de profils qualifiés.



SCÉNARIO D'ÉVOLUTION N° 2

► PETITS COMMERCES À LA DÉRIVE

Pendant de nombreuses années, Yassine a géré un magasin de chaussures légué par son père, dans un petit centre commercial. Dès 18 ans, il a arrêté l'école pour travailler à la boutique, et a fini par reprendre les affaires familiales. Il a rencontré Lena, ils se sont mis en ménage et ont travaillé ensemble, jusqu'à la naissance de leur fils. Le commerce marchait encore bien à l'époque, même dans leur agglomération de taille moyenne. Mais progressivement, les choses se sont gâtées. « Les gens ont commencé à absolument tout faire sur internet, explique-t-il. Commander une pizza, regarder un film, appeler un transport, réserver un vélo électrique, demander des formulaires administratifs, OK; mais même inscrire son gosse dans une école, acheter ses médicaments, un studio ou des nouvelles basquettes... Quasiment plus besoin de rien faire; le temps que t'y penses, c'est fait, avec les nouveaux appareils! Je ne comprends pas comment on peut acheter une paire de chaussures sans même l'avoir essayée, sauf si on reste indéfiniment fidèle à la même marque hyper connue. Il paraît qu'une fois sur deux, elles sont renvoyées pour un échange! »

**Les gens ont commencé à tout acheter sur internet.
Plus besoin de rien faire avec les nouveaux appareils!**

Les grandes enseignes ont massivement investi dans les centres piétons de Namur, Liège et Charleroi, en développant des zones d'attraction à leurs effigies, à visée de pur marketing, tout en proposant de plus en plus de services en e-commerce. Les boutiques comme celle de Yassine n'ont pas trouvé les moyens de résister: elles ont fermé les unes après les autres. Yassine, lui aussi, a fait faillite, faute de chalands.

► REPLI À LA CAMPAGNE

À la fermeture définitive du magasin, Yassine a été contraint de vendre la maison qu'il avait achetée avec Lena. Il bénéficie d'une location dans un immeuble géré par une coopérative, à la campagne. Il a vendu sa voiture pour recevoir une prime. Il ne pourrait pas se permettre de vivre en ville, tout y est plus cher. Dix ans après la faillite, Yassine a encore des dettes à rembourser et a du mal à remonter la pente. Il a bien droit à un petit revenu d'assistance, mais il n'a jamais retrouvé un vrai boulot: tout se fait en ligne avec des procédures très automatisées. Si on veut se rendre au guichet et avoir quelqu'un en face de soi pour expliquer sa demande, la permanence est très limitée et pas très efficace: ils sont débordés. « Moi j'ai besoin d'un vrai contact humain. Ces applications nouvelle génération qui partent dans tous les sens, quelle galère pour s'y retrouver... C'est vraiment pas pour moi!». En attendant, Yassine n'est pas le seul à être en difficulté. Dans son village, le taux de chômage est impressionnant: « Ce sont toujours les mêmes qui s'en sortent, ajoute-t-il; il n'y a plus assez de travail pour tout le monde et les gens qui ont plus de formation accaparent tout. »

Ce sont toujours les mêmes qui s'en sortent.

► LES PERSPECTIVES D'AVENIR DES ENFANTS

Autrefois, c'était plutôt chic de vivre à la campagne : belle maison, grand jardin, parkings et voitures... Aujourd'hui, c'est tout le contraire, surtout sans voiture. Le quartier de Yassine est très mal desservi en transport en commun. Il a bien droit à une carte Mobilité pour utiliser le taxi social autonome ou les véhicules électriques partagés, mais ce n'est quand même pas simple pour aller voir son fils Jack, resté en ville avec sa mère. Après la séparation, Lena, a fait le choix de s'installer dans le centre de Namur. Elle s'en tire beaucoup mieux que Yassine. Employée dans une maison de repos, ses horaires sont parfois compliqués mais elle a une assez bonne sécurité d'emploi. Son ancienneté lui permet progressivement d'augmenter ses revenus. Elle voit régulièrement ses collègues en dehors du travail et certains habitent tout près de chez elle : « Cela me permet d'avoir un peu d'aide pour garder Jack quand je suis de garde, explique Lena. J'ai plein d'amis qui ont une bonne situation, et je peux compter sur eux ». A l'école, les cours de Jack sont organisés avec les nouvelles technologies, et c'est plus facile d'accéder aux services quand on est en ville. Quand Léna avait encore des difficultés d'ordre quotidien, elle l'avait inscrit dans une école de devoirs du quartier, pour qu'il y soit suivi. Yassine et Lena sont convaincus que Jack doit apprendre un métier concret : « Electronicien, soudeur, chauffagiste... On en demande tout le temps dans les sociétés de technologie ! » souligne Yassine. « Ou alors, comme moi en soins de santé, renchérit Lena, pour aider les personnes âgées. » L'important est qu'il trouve un emploi stable dans un secteur qui apporte de la sécurité. « De nos jours, pour devenir entrepreneur, il faut déjà avoir de l'argent de la famille ou faire de longues études. Ce n'est pas pour lui ».

L'important, c'est que mon fils trouve un emploi stable, dans un secteur qui apporte de la sécurité.

► SOLIDARITÉS LOCALES

A la campagne, Yassine vit avec presque rien. La coopérative qui gère son immeuble a bénéficié d'aides publiques importantes pour refaire l'isolation et le chauffage, avec un tiers investisseur qui a payé les panneaux solaires. Cela ne lui a rien coûté et ses factures d'énergie ont heureusement beaucoup diminué. Par contre, là où il vit, c'est plus compliqué d'accéder aux dernières technologies digitales et applications. Les opérateurs ne garantissent pas un réseau suffisant. « C'est déjà ennuyant pour moi, mais Jack s'énerve carrément quand il passe du temps ici ». Pour manger, Yassine profite de la production d'un potager collectif et se rend à l'épicerie sociale collaborative du village : il y fait ses courses et réceptionne les livraisons. Cela lui donne l'occasion de rencontrer les producteurs locaux : il aime bien manger, et quand il sait d'où ça vient, c'est encore meilleur ! Yassine se sent utile et voit du monde. « Les temps sont durs, mais on fait du troc, on essaye de ne rien gaspiller, on s'entraide. On a de moins en moins de contacts avec la ville : parfois, on rêve de pouvoir y assister à un spectacle ou à un match de foot. Mais tout y est trop cher. C'est comme si on vivait sur deux planètes différentes. »

Entre la ville et la campagne, c'est comme si on vivait sur deux planètes différentes.

Une précarité marginale dans une société inclusive

PLUS D'ÉGALITÉ, MOINS D'EXCLUSION

Nous sommes en 2040. Après avoir été secoués par diverses catastrophes sociales et sanitaires, les citoyens ont revendiqué plus de solidarité et d'égalité. Des acteurs sociaux et institutionnels ont relayé cette aspiration à un changement de modèle socioéconomique. Partout en Europe, l'action publique remplace désormais la lutte contre les inégalités au cœur des préoccupations. Il s'agit de partager le fruit d'une croissance modérée, en tenant compte des limites écologiques et en s'appuyant sur la responsabilité collective. La société est plus collaborative et les institutions, sous l'égide des pouvoirs publics, sont gérées en partenariat avec le secteur associatif, les syndicats et les mutuelles. D'un point de vue économique, les relations commerciales sont assurées au niveau mondial, mais de façon régulée pour ne pas défavoriser l'économie locale et les conditions sociales dignes. Les citoyens ont une meilleure espérance de vie et les personnes âgées disposent de l'aide nécessaire pour bien vivre. Conformément à la demande de l'Union européenne, la Wallonie accueille chaque année un quota de migrants, dans un objectif de développement économique. La tendance est à l'apaisement des tensions et à l'intégration sociale.

EN 2040 SCÉNARIO N° 3



VALEURS



▶ Solidarité et égalité, actions publiques et citoyennes pour favoriser l'intégration.



ACTION PUBLIQUE



▶ Assurance autonomie de niveau suffisant pour personnes âgées.
▶ Société collaborative et partenariats institutions-associations-privés.



LA PAUVRETÉ TOUCHE SURTOUT...

▶ Les migrants "non éligibles" ou les individus se maintenant dans la marginalité.



SITUATION ÉCONOMIQUE



▶ **ECONOMIE**
Transactions internationales régulées pour préserver l'économie locale. Croissance économique qui tient compte des limites écologiques. Investissements régionaux : énergie, mobilité, alimentation.



▶ **EMPLOI**
Bonne répartition des emplois et équilibre flexibilité-sécurité.



▶ **CONSOMMATION**
Consommation axée sur liens sociaux.
Coût de la vie ↓



MIGRATIONS



▶ Migrations pour causes climatique et de conflits.
▶ Accueil d'un quota annuel de migrants défini par l'UE.



SCÉNARIO D'ÉVOLUTION N° 3

► UNE ARRIVÉE CHAOTIQUE

A 23 ans, Mila élève seule sa fille de 6 ans. Elle loue une caravane. En 2020, lorsque les parents de Mila sont arrivés en Belgique, leur situation était très difficile : ils attendaient désespérément un statut et étaient largement tenus à l'écart du système de quota balbutiant, qui ne s'appliquait pas à leur pays d'origine. Mila a donc grandi dans un milieu vraiment pauvre, en apprenant à se débrouiller seule, sans compter sur l'aide de personne. Dans le quartier, Mila s'était liée d'amitié avec Sylvia. Les deux petites filles ont vécu ensemble au sein de la communauté des « nouveaux arrivants », entourées de gens issus du même pays, parlant la même langue, faisant face aux mêmes difficultés. « Nos parents avaient vraiment du mal à trouver du travail, explique Sylvia. Ils se méfiaient des autres et se sentaient mal à l'aise dès qu'ils sortaient de notre communauté. On a été élevés comme ça, il valait mieux rester entre nous. »

On a été élevés comme ça,
il valait mieux rester entre nous.

► MILA EN POSITION DE MARGINALITÉ

En grandissant, Mila a adopté les mêmes réflexes que ses parents. Se sentant trop différente, elle ne voulait pas de la pitié des autres : « Un jour, j'ai décidé de ne plus aller à l'école, c'était pas pour moi. Mais rester à la maison toute la journée avec les parents, c'était pire en fait. J'avais 15 ans, il fallait que je me casse, on se disputait tout le temps. On était plusieurs à vouloir partir, mais ma copine Sylvia est restée là : elle a continué l'école et on s'est un peu perdu de vue ». Mila a finalement rejoint un squat communautaire avec d'autres jeunes issus de son quartier. Chacun vivait de petits trafics (légaux ou pas), gagnant juste assez pour acheter à manger et à boire. Et puis, elle est tombée enceinte : « C'était pas du tout prévu... En plus, ça n'arrangeait pas tellement le père qui s'est vite barré. » Après quelque temps, elle est donc retournée vivre dans le quartier de ses parents avec son bébé et s'est installée dans une caravane. C'était comme si rien n'avait changé là-bas.

► UN SOUTIEN SOCIAL DIFFICILE À ACCEPTER

Financièrement, Mila arrive à subvenir à ses besoins grâce à une allocation individualisée. Ça c'est bien car elle ne dépend d'aucun proche. Ses parents reçoivent aussi une aide financière. Ça a été un peu compliqué pour eux de l'obtenir parce que tout devait se faire en ligne alors qu'ils n'ont pas l'habitude d'utiliser toutes ces applications. Heureusement quelqu'un de la Commune est venu pour les aider. Mila voit cela d'un œil très critique : « Ils débarquent souvent dans le quartier pour nous parler de leurs activités, en disant que cela pourrait améliorer notre vie... Et surtout celle de ma gosse ! J'en ai rien à battre de leurs préoccupations.

J'ai pas envie de vivre dans une position de petite fille à qui on dit ce qui est bien, je veux qu'on me laisse tranquille. C'est à croire qu'on me prend pour une handicapée totale ! » En s'exprimant ainsi, elle a à l'esprit le cas d'un jeune homme qu'elle fréquentait et qui s'est retrouvé en maison de santé mentale « juste parce qu'il voulait vivre à sa façon ».

**J'ai pas envie de vivre dans une position de
petite fille à qui on dit ce qui est bien.
J'en ai rien à battre de leurs préoccupations.**

► SYLVIA, UN VRAI PARCOURS D'INTÉGRATION

À la fin de sa scolarité, Sylvia a, pour sa part, connu un tout autre parcours « Après les secondaires, j'ai rencontré une assistante sociale qui s'est vraiment intéressée à moi. Je n'ai pas senti de pitié dans son regard, elle était surtout sympa et à l'écoute. J'ai eu confiance. Elle m'a aidé à me former aux nouvelles technologies et m'a parlé de tous ces nouveaux métiers : socio-coiffeuse, assistante en technologie pour les seniors, maraîchère de façades urbaines... Finalement, c'est elle qui m'a conseillé la traduction parce qu'il y avait un vrai besoin avec l'arrivée des étrangers. On est allé voir quelques écoles ensemble, pour qu'elle m'aide dans les démarches. Et elle avait raison : j'ai vite trouvé un boulot à la sortie. Aujourd'hui elle continue à prendre régulièrement de mes nouvelles pour voir si tout va bien ! Elle fait son job, me dit-elle, en suivant les gens sur le long terme. »

**Je vis dans un quartier où il y a des infrastructures
et de la solidarité entre habitants.**

► UNE SOCIÉTÉ SE VOULANT BIENVEILLANTE

Un jour, en rendant visite à ses parents, Sylvia a retrouvé Mila. Elles sont tombées dans les bras l'une de l'autre. Sylvia lui a raconté sa nouvelle vie : son job et ses collègues, son appartement et son quartier, les infrastructures à disposition et la solidarité entre habitants. Elle aimerait aider Mila à sortir de la pauvreté. « J'essaie de lui faire comprendre qu'il y a du travail, même pour elle, si elle veut s'en donner la peine. Elle pourrait le faire à son rythme, pour pouvoir s'occuper de sa fille et de ses parents qui deviennent âgés. Et eux aussi pourraient être mieux pris en charge. » Mila écoute attentivement les histoires de Sylvia, mais elle n'y croit pas : cette vie-là, elle pense que ce n'est pas pour elle.

Une pauvreté principalement urbaine, faute de liens communautaires

RETOUR À L'ÉCONOMIE À ÉCHELLE LOCALE

Nous sommes en 2040. La Belgique a perdu toute confiance en sa capacité à tenir un rôle au niveau international. Suite aux nombreuses catastrophes sociales et sanitaires qui se succèdent, les Etats et Régions européens se replient sur eux-mêmes et s'arc-boutent sur leur économie locale. L'Asie est plus que jamais présente en Europe, par des investissements massifs et l'exportation de produits, notamment issus des dernières technologies. La Région wallonne a connu un déclin industriel puis une période de stagnation économique. Elle s'efforce désormais de se tenir à l'abri de la compétitivité internationale. Elle soutient donc les initiatives sous-régionales consistant à « cultiver son jardin », à reconverter l'économie locale dans le secteur culturel ou à valoriser davantage le patrimoine du terroir wallon. Les institutions centralisées ont été progressivement vidées de leurs prérogatives et les organismes communautaires prennent de plus en plus de place. La famille redevient un vecteur important de solidarité. Les politiques publiques, essentiellement menées à l'échelle des pouvoirs locaux, tentent de favoriser la relocalisation de l'emploi (dont la disponibilité est néanmoins plutôt fluctuante). Elles entérinent le développement du travail occasionnel ou saisonnier. Les instabilités géopolitiques et les impacts du réchauffement climatique, qui s'intensifient depuis 2020, accentuent la pression migratoire. Toutefois, les frontières européennes restent relativement fermées et les migrants tentent de survivre dans la clandestinité. Ils sont fortement touchés par la pauvreté, qui concerne aussi les personnes isolées dans les grandes villes.

EN 2040

SCÉNARIO N° 4



VALEURS



- ▶ Solidarité via les communautés locales et la famille, chacune d'elles veillant à ses intérêts propres.



ACTION PUBLIQUE



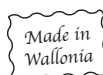
- ▶ Allocations limitées dans le temps.
- ▶ Interventions de nature assistancielle.
- ▶ Positions sociales très figées.

LA PAUVRETÉ
TOUCHE SURTOUT...

- ▶ Les populations urbaines isolées, non intégrées dans des groupes, et les étrangers de migration récente.



SITUATION ÉCONOMIQUE



- ▶ **ECONOMIE**
Domination internationale asiatique.
En réaction : développement économie locale, culturelle et patrimoniale.



- ▶ **EMPLOI**
Nombreux emplois saisonniers et aléatoires, sans sécurité.
Travail à temps réduit ↗ plus de personnes au foyer.



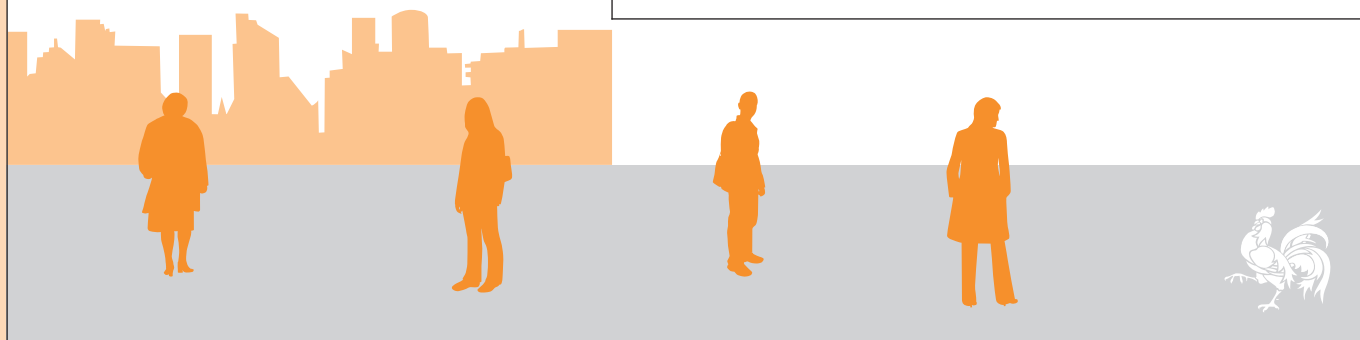
- ▶ **CONSOMMATION**
Consommation de certains biens ou services (alimentation, énergie...) limitée à certains groupes ou communautés, surtout en zone rurale.
↗ coût de la vie, surtout énergie et logement.



MIGRATIONS



- ▶ Migrations pour causes climatique et de conflits.
- ▶ Sans retenue par les pays frontaliers de l'UE.
- ▶ Faible quantité de régularisations et clandestinité.



SCÉNARIO D'ÉVOLUTION N° 4

► BESOIN D'ACCOMPAGNEMENT

Assistante sociale dans un CPAS qui regroupe plusieurs communes du Hainaut, Alice s'occupe au quotidien de personnes pauvres qu'elle accompagne tant bien que mal. Grâce aux entretiens en ligne, elle peut même les suivre à distance. Mais en réalité, rares sont celles qui utilisent ce système : « Les gens ne veulent pas de ces nouvelles applications, ils ont besoin de quelqu'un qui les écoute, qui leur explique, qui les accompagne pour faire face aux difficultés, qui les tuyaute vers des opportunités. Ce système fonctionne pour faire des courses ou trouver une activité à faire le week-end... Mais franchement, ce n'est pas adapté à ce que nous faisons. »

Les gens ne veulent pas de ces nouvelles applications, ils ont besoin de quelqu'un qui les écoute, qui les tuyaute vers des opportunités.

► L'ISOLEMENT, FACTEUR DE PRÉCARITÉ

Alice a rencontré Davina l'année dernière. Réfugiée climatique, Davina avait fui son pays et vécu dans la clandestinité avant d'obtenir des papiers après des années de galère. Sans aide, elle est plutôt désespérée : « Je ne sais pas comment chercher du travail ici. Et je ne peux pas laisser mes enfants. Je suis seule, j'ai personne pour m'aider. »

L'isolement fait ainsi le lit de la pauvreté : Alice le constate chaque jour. « Ces gens n'ont pas de famille et peu de soutien. Quand ils décrochent un entretien, ils n'arrivent pas à se comporter comme il faut : ils n'ont pas les codes. Et ils n'ont pas les appuis. Pourtant c'est très important quand on cherche un emploi ! ». D'autant que, de facto, la Wallonie s'est largement reconvertie dans une économie locale culturelle et patrimoniale. Ce type de secteur d'activités est idéal pour ceux qui souhaitent exercer des métiers créatifs dans le domaine du tourisme, de l'art ou de la culture. Mais il est difficile d'accès sans compétences ou ressources culturelles adéquates et sans une très grande flexibilité. Il faut en effet pouvoir passer d'un projet à l'autre, sans sécurité d'emploi. Et les moins qualifiés font des jobs saisonniers quand on en propose dans le coin.

Je ne sais pas comment chercher du travail ici et je ne peux pas laisser mes enfants.

► ACTIVE ET PAUVRE

A force de persévérance, Alice a trouvé un petit boulot pour Davina : elle fait le ménage le matin dans les apparts-hôtels du centre-ville. Les conditions de travail sont souvent difficiles, elle doit travailler vite pour un maigre revenu, qui lui permet à peine de s'en sortir : « C'est bien que ce soit à temps partiel, cela me permet d'aller chercher mes enfants à l'école quand c'est fini. Mais, du coup, ça reste difficile de joindre les deux bouts. » Quand ils seront plus grands, les enfants de Davina devraient pouvoir bénéficier d'un parte-

nariat enseignement-entreprises, ce qui leur permettra de baigner rapidement dans le monde du travail : « Ces contrats permettent aux jeunes d'accéder à des stages, explique Alice. Ils découvrent la culture d'entreprise. Et puis, si les enfants de Davina suivent une formation technique, ils auront plus de chances de travailler régulièrement. Et sortir ainsi de cette spirale de la pauvreté qui touche généralement les familles de génération en génération. »

Si les enfants de Davina suivent une formation technique en entreprise, ils auront plus de chances de travailler régulièrement.

► UNE INTÉGRATION COMMUNAUTAIRE LOCALE

Victor aussi est accompagné par Alice : « J'ai perdu mon emploi il y a trois ans. J'ai touché un peu le chômage, et puis j'ai dû m'inscrire au CPAS. Mais sans boulot, je me sentais assez seul. C'est pour ça que j'ai bougé à la campagne. Ici, je connais les voisins ; ils sont sympas et m'ont bien intégré ; on travaille au potager ensemble, on peut manger du frais pour pas cher, on s'aide pour bricoler nos maisons, pour mieux les isoler et payer moins d'énergie. » Alice voit bien que la vie communautaire est essentielle pour éviter la grande précarité : « Petit à petit, les programmes d'insertion par le travail communautaire se développent un peu partout : les personnes sans emploi et en situation de précarité sont encouragées à s'insérer localement par le travail gratuit. Mais on ne peut pas demander à tout le monde d'être sociable, explique Alice. Certains n'en ont juste pas la force. Et malheureusement, cela réduit leurs chances d'être intégrés ».

► DES RESSOURCES ALÉATOIRES

Dans la région, les employeurs doivent embaucher de la main d'œuvre locale car les autorités conditionnent de plus en plus leurs aides publiques : s'ils mettent à la disposition des entreprises des terrains ou des bâtiments, elles doivent s'engager à produire et acheter localement. « C'est positif pour nos usagers, explique Alice, même si ces entreprises n'ont pas forcément besoin de personnel tout le temps et cherchent plutôt des profils qualifiés. » Victor enchaîne surtout des petits boulots : « Souvent dans des restos, pendant les vacances. Il y a beaucoup de touristes qui viennent visiter les musées et tout ça. Mais en basse saison, je n'ai plus de travail. Alors je ne sais jamais comment ça va tourner pour moi... ». Les prix de l'alimentation et de l'énergie grimpent plus vite que les salaires. Et Victor sait qu'il n'aura jamais accès à certains biens et services, désormais réservés aux nantis. Services bancaires, assurances, voiture, téléphonie... Les fournisseurs n'hésitent pas à exiger de leurs clients des garanties et un certain niveau de revenu : ils ne veulent plus prendre de risque avec des mauvais payeurs.

En basse saison, je n'ai plus de travail.
Je ne sais jamais comment ça va tourner pour moi...

EN CONCLUSION

Ces quatre scénarios d'évolution sont hypothétiques. Ils ne prédisent pas le futur. Celui-ci n'est pas à découvrir mais à construire. Ces scénarios peuvent paraître caricaturaux, car ils visent à mettre en évidence les caractéristiques du fonctionnement d'un système. Ils illustrent les enjeux de notre société par rapport aux décisions qui y seront prises dans les prochaines années. Il s'agit d'alimenter le débat sur l'évolution de la pauvreté en Wallonie pour déterminer notre vision d'avenir pour la Région, choisir la voie qui nous semble la plus appropriée et nous donner les moyens d'y parvenir.

LE RAPPORT DE CETTE ÉTUDE PEUT ÊTRE CONSULTÉ SUR
[HTTPS://WWW.IWEPS.BE/PUBLICATIONS/](https://www.iweps.be/publications/)



ÉTUDE PROSPECTIVE RÉALISÉE PAR SONECOM, L'INSTITUT POUR UN DÉVELOPPEMENT DURABLE ET LE CRIS DE L'ULG
Mise en récit des scénarios : Magali Ronsmans, Virginie de la Renaudie

©iweps 2017 – www.iweps.be